

GEEN COMMENTAAR

Chronique Vincent Rocour

La Flandre et ses intercommunales

On mesure encore mal l'étendue des bouleversements que le scandale Publifin aura provoqués. Mais on sait déjà qu'elle sera gigantesque. Tous les événements parfois spectaculaires qui ont eu lieu ces derniers mois peuvent, d'une façon ou d'une autre, être rattachés à l'affaire : l'effondrement du PS dans les sondages et son corollaire, la percée du PTB, le changement de majorité en Wallonie, l'effacement précipité d'une génération d'hommes et de femmes politiques, etc.

Curieusement, l'onde de choc du scandale s'est fracassée sur la frontière linguistique. Il y a bien eu quelques démissions en Flandre, dont celle de l'échevin SP.A gantois Tom Balthazar, que l'on présentait comme futur bourgmestre de la ville. Mais il n'y a eu ni tremblement, ni tsunami.

La maladie flamande

Est-ce parce que les standards de bonne gouvernance y sont plus sévères et mieux respectés ? C'est une hypothèse. Mais ce n'est pas celle de Peter Reekmans. Le bourgmestre de Glabbeek annonce la sortie, la semaine prochaine, d'un ouvrage dans lequel il ausculte l'univers des intercommunales. Les intercommunales sont, avance-t-il sans prendre de gants, la maladie de la Flandre – "De Vlaamse Ziekte".

Peter Reekmans a compté : 206 structures intercommunales ou qui peuvent y être assimilées existent aujourd'hui en Flandre. Ces structures fournissent un nombre incalculable d'administrateurs ou de gestionnaires – 5 322 rien que pour les 127 plus importantes d'entre elles.

Jusqu'à l'absurde : les six crématoriums intercommunaux de Flandre comptent 216 membres de gestion et seulement 40 employés.

Peter Reekmans relève des situations cocasses. Dans la petite commune de Tremelo, deux opérateurs distribuent l'électricité : Eandis et Infrac. Les clients de l'un paient cependant 50 euros de plus que ceux de l'autre opérateur. Personne n'a pu expliquer la raison de cette différence.

Le bourgmestre de Glabbeek raconte aussi qu'un jour, trois bourgmestres CD&V ont demandé une augmentation des tarifs d'enlèvement de déchets pratiqués par l'intercommunale Ecowerf "pour pouvoir équilibrer les comptes de leur commune". En clair, dénonce le redresseur de torts brabançon, de nombreux responsables politiques utilisent les intercommunales – dont les communes sont actionnaires – pour soutirer de l'argent aux citoyens tout en leur faisant croire que les impôts n'augmentent pas.

Une alliance détonante

Les détracteurs du livre feront valoir que Peter Reekmans est un libéral pur jus – il est vice-président de la Lijst Dedecker – et qu'il n'est dès lors pas étonnant qu'il se paye le scalp de services publics. Le franc-tireur a cependant reçu l'appui de John Crombez, le patron des socialistes flamands, qui intervient dans son ouvrage – ce qui n'a pas plu à tout le monde au sein du SP.A. Le mélange peut être détonant. De là à penser qu'il provoquera une déflagration dans le monde politique flamand, il y a un pas.